

## **Lyon I : Le mouvement de colonisation**

*Hubert Bonin*

Loin des côtes, Lyon n'en est pas moins impliquée dans la vie impériale. Elle est proche de la cité-port de Marseille (par le réseau du Paris-Lyon-Marseille notamment). Elle possède des systèmes productifs locaux qui élaborent des produits de consommation et des biens de consommation exportables vers les outre-mers. Son puissant système productif centré autour de la soie constitue un levier déterminant de l'ouverture ultramarine. Une communauté des affaires se cristallise par conséquent qui s'engage dans « la mise en valeur » de l'empire, tout en s'appuyant sur Marseille et ses compagnies maritimes comme porte des océans.

### **La soie levier de la thalassocratie lyonnaise**

Une fois les soies orientales devenues essentielles à l'économie lyonnaise des soieries (depuis les années 1860-1900), aux dépens de la vallée du Rhône et de l'Italie, l'axe reliant la place à l'Asie est solide, de façon libérale ou par le biais du Magasin général des soies (1859), où sont stockés les garanties des crédits par warrants par les banques (Saint-Olive, Crédit lyonnais, Guérin, Evesque, Morin-Pons, Aynard-Ruffer, Société lyonnaise de dépôts, etc.). Physiquement, tout d'abord, des flux de soies grèges animent le commerce depuis le Levant et surtout depuis le Guangdong et la cité-port de Guangzhou/Canton (« port ouvert » depuis 1844). Des maisons de négoce, lyonnaises (Madier-Ribet) ou non (R. Chauvin, Générale des soies, Gerin & Drevard, Meurer frères, Boyer Mazet & Co, E. Pasquet, etc.), concurrencées par des maisons chinoises (*Canton Silk & C<sup>o</sup>*, *South China Trading C<sup>o</sup>*), se chargent de collecter ces soies dans l'arrière-pays chinois, de les faire transporter en Europe (par Hong Kong et Marseille) et de les financer.

D'importants flux de traites ou effets de commerce relient Hong Kong, Lyon, Paris et Londres, voire Bâle – tout en orientant des lots vers la Suisse, puis, de plus en plus, vers les États-Unis. Madier-Ribet (avec ses dirigeants Henry Madier, Joseph Madier et Adolphe Ribet) est alors le leader des maisons de soie, avec des succursales à Guangzhou, Yokohama et Shanghai, où se trouve son siège asiatique, en concurrence avec Jardine & Matheson et Mitsui Bussan dans les années 1920. Elle vient en premier à Canton, devant Paskille & Griffith. Un Madier préside un temps la *Chambre syndicale des acheteurs de soie*.

La Banque de l'Indochine dispose d'une agence à Lyon, tout comme la *Hong Kong & Shanghai Banking Corporation*, en relais des places européennes ou chinoises ; la Banque de l'Indochine s'est en effet installée à Canton dès 1902 pour s'associer à de tels financements ; elle finance les trois-quarts des balles de soie envoyées à Lyon au premier trimestre 1923 (6 000 sur 7 550 à 8 000).

La maison de Haute Banque Guérin Veuve & fils elle aussi, à son échelle, s'est insérée dans ce système de crédit et de change internationalisé, en particulier pour le Levant dès les années 1850, en support des maisons lyonnaises (Chabrières-Morel, Terrail & Payen, etc.) et encore plus dans l'entre-deux-guerres, quand le Levant est sous protectorat français. Elle y possède même des filatures à partir de 1900.

Un bloc de croissance amont-aval s'est tissé qui se fissure avec la percée de l'industrie des textiles artificiels, la fermeture de la Chine communiste sur elle-même et le rétrécissement d'une soierie confinée dans le luxe.

### **Lyon tentée par la seconde colonisation**

Les élites politiques et économiques de la place ne sont guère impliquées dans l'émergence du credo colonisateur, contrairement à Bordeaux, par exemple, car elles partagent les croyances du libéralisme et du saint-simonisme selon lesquels la libre concurrence sert de levier à la libre entreprise, autour de François-Barthélémy Arlès-Dufour, un marchand de soie (1797-1872), puis, dans la lignée des idées de Paul Leroy-Beaulieu (*De la colonisation chez les peuples modernes*, 1874) d'Édouard Aynard, un banquier et homme d'affaires (1837-1913). Leur désir est seulement de participer à la lutte contre la thalassocratie britannique, notamment dans l'océan Indien et en Asie. Dans un premier temps, la stratégie des « points d'appui » répond à leurs besoins d'une expansion des capacités maritimes de la France, notamment depuis Marseille, et de la sécurisation des flux marchands. Mais elles expriment ardemment leur soutien au projet de percement du canal de Suez, qui faciliterait grandement les liaisons avec les pays fournisseurs de soie et les flux d'exportation.

Un « bloc de croissance amont-aval » s'est constitué en support du système productif local soyeux et, plus généralement, marchand, qui relie les sièges des entreprises, le Magasin général des soies, les banques locales ou les agences des banques parisiennes, le réseau du PLM, les entrepôts marseillais, les compagnies maritimes, le canal de Suez, les comptoirs ultramarins des maisons de négoce et des banques, ainsi que le circuit européen des changes.

La place encourage quelque peu la stratégie colonisatrice : la Chambre de commerce co-subsventionne des voyages d'exploration en 1866 au Gabon et au Haut-Congo, en 1875-76 au Sahara, dans la mesure où son exploration vise à imaginer un éventuel commerce transsaharien entre l'Algérie et le Sénégal, ou au Congo. Lyon s'interroge sur l'effet des conquêtes réalisées outre-mer ; on demande aux administrateurs coloniaux, en Algérie, aux Antilles et en Guyane quelles seraient les potentialités séricicoles des territoires placés sous leur administration. En fait, la communauté des affaires lyonnaises prend vite conscience des faibles perspectives offertes par de tels outre-mers pour son activité textile de base. Pourtant sourd peu à peu, dans les années 1869-1890, la conscience que le contrôle de territoires coloniaux peut intensifier le contrôle de leur marché et favoriser des investissements profitables.

L'Afrique du Nord et Madagascar séduisent ainsi plusieurs groupes de capitalistes, mais, au fond, en jouant les seconds rôles ou les associés des Marseillais ou des Parisiens : par leur intermédiaire, Lyon devient partie prenante de l'effort impérial. Le fait que l'ancien maire de Lyon (depuis 1900) Victor Augagneur devienne gouverneur de Madagascar (1905-1910, puis de l'AEF en 1920-23, avec un intermède comme député de Lyon) symbolise ce rattachement progressif au « parti colonial » qui se constitue à la fin du siècle et anime désormais les groupes de pression dans les circuits politiques d'influence, de décision et de financement, en particulier autour du ministère des Colonies.

C'est alors que mûrit le projet cohérent de s'associer aux offensives des intérêts français au Tonkin et au Yunnan et au Sichuan chinois. Cette culture marchande

asiatique, initiée surtout par Ulysse Pila, président de l'Union des marchands de soie, se cristallise autour de l'idée de court-circuiter la domination britannique en Chine du Sud-Est à partir de Hong Kong en utilisant Haiphong puis le Mékong afin de percer un axe de pénétration dans le Nord de l'Indochine et en Chine du Sud-Ouest, en complément des pôles d'activité du négoce à partir de Canton, générés par les achats de soies et amplifiés par un import-export plus général. Pila incarne alors cette vision coloniale asiatique ; il devient même Commissaire général de la section coloniale de l'Exposition universelle de Lyon en 1894 et est influent au sein de l'Union coloniale à Paris, tandis qu'Aynard siège au groupe colonial du Sénat.

Les Lyonnais soutiennent la mission du soyeux Paul Brunat dans le delta du Fleuve rouge (en 1884-85), puis surtout la mission, conduite par Henri Brenier et Émile Rocher en 1895-1897 avec un programme d'investigations du potentiel économique de la Chine du Sud-Ouest [Ulysse Pila, « La Mission lyonnaise en Chine et le développement de notre commerce extérieur », *Questions diplomatiques et coloniales. Revue de politique extérieure*, 1<sup>er</sup> septembre 1897, n° 13, p. 129-143]. Une philosophie coloniale est désormais vivace, avec des publications [*La colonisation lyonnaise. Rapport présenté par le Comité départemental du Rhône, VIII<sup>e</sup> section, colonisation*. Lyon, A. Rey & Cie, 1900].

### **Lyon, « une petite patrie » de l'esprit économique impérial**

Une exposition coloniale est même montée entre mai et novembre 1894 [Chambre de commerce de Lyon, *Exposition coloniale organisée par la Chambre de commerce de Lyon à l'Exposition universelle de Lyon en 1894*, Lyon, H. Storck, 1895] visitée ensuite par le président de la République Sadi Carnot. Une vaste mise en scène doit à la fois prouver aux visiteurs et à l'opinion (informée aussi par la presse) que Lyon est partie prenante de l'émergence de la seconde colonisation et stimuler l'ardeur des communautés d'intérêts en faveur d'un fort engagement outre-mer. L'exotisme y surgit aussi avec la reconstitution de villages africains (« nègres »), comme l'évoque plus tard le roman d'Henri Béraud, *La gerbe* (1928).

Dans le cadre de l'exposition internationale montée en 1914, une section coloniale d'envergure est organisée à Gerland, dans les nouvelles Halles Tony Garnier. Elle comporte notamment des pavillons d'Afrique Noire, d'Algérie et d'Asie, ainsi que des villages reconstitués. C'est à Lyon que paraît, entre 1917 et 1940, un magazine mensuel, *L'Illustré de la province et des colonies françaises (tourisme, sports, actualités, beaux-arts, commerce, industrie)*, qui, de 1926 à 1929, prend le titre *L'Illustré Paris, province, colonies* [ISSN 1155-8288].

À la Belle Époque et dans l'entre-deux-guerres, Lyon porte donc peu ou prou elle aussi « l'esprit économique impérial » : « Si singulier que cela puisse paraître, Lyon est aujourd'hui l'un des foyers d'action coloniale les plus actifs qu'il y ait en France [...] devenue rivale de Bordeaux et Marseille pour l'intérêt qu'elle porte à nos possessions lointaines et par l'expansion des hommes et des capitaux ; elle distance de beaucoup [...] Dunkerque, et Rouen, ou d'une importance maritime très grande, comme Le Havre et Nantes » [le professeur de géographie coloniale de l'Université de Lyon, Maurice Zimmermann, in *Lyon et la région lyonnaise en 1906*, Lyon, A. Rey, 1906, tome 2, p. 230-283 ; ici : p. 230].

La Société de géographie de Lyon, la première créée en province, dès 1873, participe à la diffusion des corpus de savoir indispensables. De même, elle aussi la première de

ce type à être fondée hors de Paris, un an avant celle de Marseille et dix ans après celle de Paris, l'École coloniale de Lyon, ouverte en novembre 1899 au sein de l'École supérieure de commerce et dans le Palais du commerce, complète ce dispositif grâce à la formation en un an (deux à partir des années 1910) de futurs expatriés dans l'empire (histoire, langues, produits coloniaux, hygiène, riche documentation sur l'Asie, etc.) ; cette École supérieure de commerce colonial & d'exportation devient l'École supérieure de préparation coloniale en 1924. Une chaire *Histoire, géographie et économie coloniales* fonctionne par ailleurs à la Faculté de Lyon avec Maurice Zimmermann depuis 1901.

La Chambre de commerce affirme de plus en plus son engagement impérial au début des années 1920 : « À la base de son œuvre coloniale, nous trouvons l'enseignement spécial qu'elle a créé pour former parmi les Lyonnais les hommes nécessaires au développement de nos entreprises aux colonies. Cet enseignement, professé jusqu'ici sous la forme de cours, est à la veille d'être transformé en un Institut colonial, auquel sera joint un musée, que les gouverneurs généraux de nos colonies et les grandes sociétés coloniales ont tenu à doter généreusement. On y verra tous les échantillons capables de donner, non seulement aux étudiants, mais aussi au public, une idée des richesses de toutes sortes que contiennent nos possessions d'outre-mer » [*Lyon et le Rhône*, n° spécial *L'illustration économique & financière*, 8 mars 1924, p. 32].

Ces investissements immatériels sont complétés en 1921 par l'Institut franco-chinois de Lyon, installé au Fort Saint-Irénée. Il forme des Chinois destinés à la coopération avec les entités françaises dans les concessions ou ailleurs. Une École de préparation coloniale (avec son association d'anciens élèves), un Office de documentation coloniale (à la Chambre de commerce) et un journal mensuel, *Lyon colonial*, complètent cet édifice d'acculturation et de formation. Le régime de Vichy associe même Lyon à sa propagande coloniale : y sont organisées une *Semaine de la France d'outre-mer* (15-21 juillet 1941) et une *Quinzaine impériale* en mai 1942, avec même des *Jeux de l'empire*, inaugurés par Pétain.

### **Herriot et l'empire colonial**

Pourtant, une réserve surgit à propos des liens avec le pouvoir municipal. Si la gauche du tournant des années 1900 parraine les efforts des promoteurs de l'esprit impérial, jusqu'à ce que le maire Victor Augagneur devienne même gouverneur de l'Indochine en, Édouard Herriot, maire en 1905-1957 (sauf sous Vichy), n'est guère impliqué dans le « parti colonial » ni dans les cercles des communautés d'affaires coloniales. Il ouvre la foire de Lyon aux stands des colonies et des produits coloniaux et accompagne la Chambre de commerce dans sa politique ultramarine – autour de Louis Pradel, son président en 1922-1930, un fabricant de produits chimiques et banquier. Il inaugure le Musée colonial en 1927, riche en objets témoignant de la diversité de l'empire. Mais, contrairement à Albert Sarraut, son collègue du Parti radical, il est peu animé par une philosophie colonialiste. Le ministre des Colonies qu'il nomme dans son gouvernement (4 juin 1924 au 17 avril 1925), Édouard Daladier (son ancien élève en khâgne au Lycée du Parc), ne prend pas d'initiatives marquantes. Herriot maintient en fait un équilibre entre la reconnaissance du fait colonial et du pouvoir politique outre-mer et la lucidité devant la nécessité d'une évolution, et ce, surtout après 1945.

En revanche, il est convaincu par le patronat lyonnais d'écouter les vœux des communautés industrielles qui souhaitent compenser les effets de la crise

économique par un resserrement des intérêts économiques sur l'empire. « La préférence impériale » devient le levier des lois protectionnistes dans les années 1930. Sous le second gouvernement Herriot (juin-décembre 1932), le ministre des Colonies Sarraut rallie ainsi le patronat marseillais à cette logique, avec de premières hausses de droits à l'importation des denrées coloniales étrangères.

\* REFERENCES :

- Louis Gueneau, *Lyon et le commerce de la soie*, Lyon, 1932.
- Guy Durand, « Le monde des soies : le marché lyonnais des soies asiatiques », *Les Cahiers d'histoire*, 1995, tome 40, n° 3-4, n° spécial *Lyon et l'Extrême-Orient*, p. 323-335.
- Tse-Sio Tcheng (Zheng Zixiu), *Les relations de Lyon avec Chine*, Paris, L. Rodstein, 1937.
- Lillian M. Li, *China's Silk Trade: Traditional Industry in the Modern World, 1842-1937*, Cambridge (Mass.), Council on East Asian Studies, Harvard University, « Harvard East Asian Monographs, 97, xv », 1981.
- Marc Meuleau, *Des pionniers en Extrême-Orient. La Banque de l'Indochine, 1875-1975*, Paris, Fayard, 1990.
- Yasuo Gonjo, *Banque coloniale ou banque d'affaires ? La Banque de l'Indochine sous la III<sup>e</sup> République*, Paris, Comité pour l'histoire économique & financière de la France, 1993.
- Claude Fivel-Démoré, « The Hong Kong & Shanghai Bank in Lyon, 1881-1954. Busy, but too discreet », in Frank King (dir.), *Eastern Banking*, Londres, Athlone, 1983, p. 467-516.
- Frank King, « The Bank's first European 'special agency' », in F. King, *The Hong Kong & Shanghai Bank in the Period of Imperialism and War, 1895-1918*, 1989, p. 135-142.
- Serge Chassagne, « Chapitre 9. Les filatures du Krey et l'agence de Beyrouth » (p. 255-322), in *Veuve Guérin & fils. Banque et soie. Une affaire de famille (Saint-Chamond-Lyon, 1716-1932)*, Lyon, BGA Permezel, 2012.
- Pierre Cayez, *Crises et croissance de l'industrie lyonnaise, 1850-1900*, Lyon, CNRS, 1980.
- Jean-François Klein, *Un Lyonnais en Extrême-Orient. Ulysse Pila vice-roi de l'Indo-Chine (1837-1909)*, Lyon, Lugd, 1994.
- Jean-François Klein, *Soyeux en mer de Chine. Stratégies des réseaux lyonnais en Extrême-Orient (1843-1906)*, thèse d'histoire, Université Lyon-2 (Claude Prudhomme dir.), 2002 [accessible sur internet).
- Sylvie Geneste, « Édouard Aynard et l'Extrême-Orient », *Les Cahiers d'histoire*, 1995, tome 40, n° 3-4, n° spécial *Lyon et l'Extrême-Orient*, p. 373-386.
- Jean-François Klein, « Ulysse Pila, l'âme coloniale de la Chambre de commerce de Lyon (1889-1906) », *Revue d'histoire consulaire*, mai 1997, n° 12, p. 12-17.
- Jean-François Klein, « Ulysse Pila. Des routes de la soie aux coulisses du pouvoir (1837-1909) » in Marcel Courdurie & Guy Durand (dir.), *Entrepreneurs d'empires*, Marseille, CCIMP, « Histoire du commerce et de l'industrie de Marseille », tome XIII, 1998, p. 114-196.
- Jean-François Klein, « La soie et l'empire », in Catalogue de l'exposition *Isidore Hedde, un stéphanois missionnaire du commerce en Chine (1843-1846)*, Musée des Arts et de l'Industrie de Saint-Étienne, 2005.
- Jean-François Klein, « Lyon et la colonisation : du discours fédérateur à l'oubli collectif », in Bruno Benoît & Gilbert Gardes (dir.), *Identité et régionalité. Être lyonnais hier et aujourd'hui*, Lyon, Jacques André éditeur, 2006, p. 132-145.
- Jean-François Klein, « Les docks d'Haiphong. Jalons d'une stratégie lyonnaise en Asie orientale : Lyon, Marseille, Haiphong (1884-1894) », in Patrice Morlat & Jacques Weber (dir.), *Le temps colonial : ports et colonies*, Paris, Les Indes savantes, 2008.
- Jean-François Klein, « La Société de géographie de Lyon : pour la Croix et la soie ? (1873-1908) », in Pierre Singaravelou (dir.), *Géographie, exploration et colonisation, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Belin, « Mappemondes », 2008.
- « Aynard » ; « Arles-Dufour » ; « Guimet », in Pierre Cayez & Serge Chassagne, *Dictionnaire des patrons sous le Second Empire*, Paris, Picard & Le Mans, Cenomane, 2007.
- Laurent Morando, « L'enseignement colonial en province (1899-1940) : "impérialisme municipal" ou réussites locales ? », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 1<sup>er</sup> semestre 2004, tome 91, n° 342-343, p. 273-294.
- Jean-François Klein, « Pour une pédagogie impériale ? L'École et le Musée colonial de la Chambre de commerce de Lyon (1890-1947) », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 2<sup>e</sup> semestre 2007, tome 94, n° 356-357, p. 35-61.

- Jean-François Klein, « La création de l'École coloniale de Lyon. Au cœur des polémiques du parti colonial », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 2<sup>e</sup> semestre 2006, n° 352-353, p. 147-170.
- John Laffey, « Education for Empire in Lyon during the Third Republic », *History of Education Quarterly*, été 1975, volume 15, n° 2, p. 169-184.
- Pierre Singaravelou, « L'enseignement supérieur colonial. Un état des lieux », *Histoire de l'éducation*, 2009, n° 122, p. 71-92.
- Jean-Michel Vasquez, « Les enseignements d'une parution provinciale : le Bulletin de la Société de géographie de Lyon », in Claude Prudhomme (dir.), *Une appropriation du monde. Mission et Missions, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Publisud, 2004, p. 45-69.

## **Lyon II : L'implication dans l'empire colonial**

*Hubert Bonin*

### **La communauté des affaires dans l'empire colonial**

Lyon, deuxième cité industrielle du pays, aura sans cesse disposé d'une gamme de produits à exporter dans l'empire, selon le degré de développement de ses composantes au fil du temps. La région lyonnaise (avec le Forez) envoie outre-mer nombre de produits textiles ou mécaniques ; des produits chimiques (engrais, etc.) ; des matériels électromécaniques (Câbles de Lyon, etc.) ; des engins de travaux publics, etc. Carrel produit à Lyon des tissus de coton de haut de gamme, des « guinées », qui sont vendus en Afrique à la Belle Époque.

À l'inverse, une petite partie de la métallurgie utilise des minerais venus d'Afrique du Nord ; et la région ne manque pas de consommer des vins d'Algérie (par le biais de marchands grossistes embouteilleurs ou aussi au service des coupages avec des vins rhodaniens), des sucres et huiles, des cacahuètes, etc., en transit à Marseille ou élaborés dans les Bouches-du-Rhône. Un flux régulier d'achat de blés durs nord-africains s'établit au profit de l'industrie des pâtes alimentaires, un pilier lyonnais (avec sept entreprises en 1914) ; Rivoire & Carret (créée en 1860) va même jusqu'à ouvrir une usine à Marseille dès 1892-1895, avant un gros établissement vers 1925-1931, selon un axe désormais classique : Lyon-Marseille-Algérie (ou vice-versa).

Sans originalité, des entreprises jouent les intermédiaires pour des exportations, conduites par la société familiale Dufournel (créée en 1782) puis Descours & Cabaud (à partir de 1861) et spécialiste de la distribution de quincaillerie et de produits métallurgiques et de fournitures professionnelles à destination des secteurs de l'industrie et du bâtiment), avec des branches, en Indochine (1898), au Maroc (1913) ou en Algérie (1919), avant une percée en Afrique subsaharienne (Barnabé en 1951). La Compagnie lyonnaise de Madagascar pratique l'import-export avec la Grande Île (surtout des denrées contre des tissus), avec douze agences dans les années 1950. Les maisons de commission Guilloux & fils ou Pachod frères exportent toutes sortes de tissus et de produits de confection, la première du Maroc à l'océan Indien et La Guadeloupe, la seconde en Indochine et Extrême-Orient, grâce à la société sœur d'import-export Pachod frères & Cie Indochine, à Saïgon, avec des agences à Hanoi, Haïphong et Pnom Penh, avant de percer à Casablanca grâce à Pachod frères & Cie Afrique. Dumarest Indochine travaille avec Dumarest & fils, de Roanne, pour « l'importation de tissus de coton, tous autres textiles, produits métallurgiques et chimiques, tous articles divers ».

*In fine*, la place bancaire tire partie, secondairement, de ces flux : les banques nourrissent l'escompte des effets de commerce créés par ces échanges. L'agence de la Compagnie algérienne en est un symbole, mais ses consœurs (Société lyonnaise de dépôts & de comptes courants, Comptoir national d'escompte de Paris, Crédit lyonnais, notamment) ne manquent pas de gérer des masses de papier d'escompte générées par l'outre-mer.

### **Lyon base de missions d'évangélisation**

Lyon est aussi l'une des bases de l'Église catholique ; en sus de l'effort de rechristianisation en France même, elle entend participer à l'évangélisation des outre-mers, que ce soit dans les colonies ou en Chine, afin de contenir la percée des églises étrangères. L'esprit ultramarin, au sens large, est porté par les missions catholiques qui œuvrent en intimité avec la bourgeoisie catholique : la congrégation dite « des Messieurs de Lyon », une association de laïcs qui gère la fortune de l'Œuvre pour la propagation de la Foi, fondée à Lyon par Pauline Jaricot en 1822, répartit des fonds auprès des différents ordres missionnaires, de façon autonome par rapport au pouvoir de Rome. Leur implication coloniale s'exprime surtout après le Ralliement et le fameux « toast d'Alger » du cardinal Lavignerie, en 1890. Elle est mise en valeur par la publication des *Annales de la propagation de la Foi* puis de la revue illustrée *Les missions catholiques*.

Lyon est le siège de deux maisons mères qui exercent leur apostolat en Afrique subsaharienne et en Océanie, respectivement la Société des Missions africaines et la congrégation des Pères maristes. Les Missions africaines de Lyon, depuis 1856, sont un grand acteur de cette communauté évangélisatrice, pour éduquer et soigner, voire convertir ; lors de l'expulsion des congrégations en 1903, la Société des missions africaines fut l'une des cinq congrégations catholiques masculines autorisées à poursuivre leur activité en France (avec alors 300 membres) environ ; elle a culminé en 1959 avec 1 778 membres. Par ailleurs, en 1876 sont nées les Sœurs de Notre-Dame des Apôtres.

Une mémoire active de ces initiatives ultramarines religieuses, culturelles et humaines a été entretenue par le Musée des missions africaines, créé en 1863 par la Société des missions africaines. Ce Musée africain de Lyon ou Musée africain des cultures de l'Afrique de l'Ouest (au 150 cours Gambetta dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Lyon) est doté d'une importante collection de 6 000 objets consacrée aux arts et cultures d'Afrique de l'Ouest. Il a fermé ses portes en 2017 en vue d'un recarénage matériel et intellectuel au profit d'un Carrefour des cultures africaines.

### **Une culture coloniale bourgeoise ?**

Sans originalité par rapport à nombre de villes investies dans l'outre-mer colonial, nombre de bourgeois participent de cette acculturation ultramarine et/ou exotique qui sous-tend l'osmose des mémoires. Des Lyonnais sont eux aussi collectionneurs d'objets venus des outre-mers, en porcelaine asiatique ou en bois. Un symbole en est Émile Guimet, un gros industriel de la chimie des colorants (des « bleus d'outre-mer », utilisés dans la soierie ou dans la peinture, produits par la société lancée par son père Jean-Baptiste dès 1832), qui consacre fortune et temps à des voyages de découverte des cultures lointaines, surtout asiatiques, à partir de 1876, tout en présidant le firme lancée par son père dans la chimie, Henry Merle (Alais & Camargue-Pechiney) en 1887-1918. Il se constitue une énorme collection, surtout d'origine asiatique, qu'il loge dans un musée construit en 1878-1879. Il la propose en don à la Ville de Lyon, qui la rejette, ce qui l'incite à concevoir le Musée Guimet, à Paris, en 1883, aujourd'hui l'un des pôles culturels concernant l'Asie en France grâce aux collections transférées en 1888.

Après un intermède non culturel, le bâtiment est racheté en 1911 par la Ville de Lyon, qui l'affecte Au Muséum d'histoire naturelle (1914) ; elle demande à Émile Guimet d'y installer en parallèle une partie des collections exposées entre 1879 et 1883, mais non

montrées à Paris, d'où un second musée Guimet, inauguré le 25 mai 1913. En 1927 est inauguré le Musée colonial de Lyon destiné à l'instruction des publics scolaires, en parallèle du musée colonial de la Chambre de commerce inauguré le 24 novembre 1924. Ses collections sont issues des objets présentés lors de l'exposition coloniale de Marseille de 1922, complétés par de nombreux dons ultérieurs et des prêts des musées voisins, le Muséum d'histoire naturelle et le Musée Guimet.

Il est fermé au public en 1968 [[www. http://m.museedesconfluences.fr/fr/ressources/histoire-du-museum-de-lyon](http://m.museedesconfluences.fr/fr/ressources/histoire-du-museum-de-lyon)]. En 1979 y est déposé aussi la collection de l'œuvre de la Propagation de la Foi, propriété des Œuvres pontificales missionnaires. Le Musée des confluences a récupéré nombre de ces collections dans ses réserves et les déploie dans certaines vitrines de ses parcours ou dans certaines expositions.

### **Des investisseurs lyonnais outre-mer ?**

Il reste difficile d'évaluer l'engagement financier du capitalisme et de l'épargne lyonnais dans l'outre-mer colonial. Il faudrait disposer des registres de détenteurs de valeurs mobilières dans les entreprises, lyonnaises ou non, actives dans l'empire. On peut seulement repérer des initiatives orientant de l'argent rhodanien vers le Sud. Pour participer au financement du négoce et de l'économie du vin, le Crédit lyonnais ouvre une succursale à Alger dès 1878 et développe un réseau d'agences dans la colonie.

L'Algérie séduit des investisseurs désireux d'y transférer leur savoir-faire en viticulture : ils établissent des domaines en Algérie et un peu en Tunisie (comme les Gillet) qui produisent près de 100 000 hectolitres au tournant du siècle, avec des ventes en Métropole aux grossistes ou aux marchands pratiquant des coupages avec des « petits vins » du Rhône. Édouard Margnat lui-même, diplômé de l'École de commerce de Lyon (1895), glisse vers Marseille où il crée une société important des vins d'Algérie et les distribuant en Métropole sous la marque *Marnat* ; il la dirige jusqu'en 1945, quand ses trois fils lui succèdent.

La Société agricole lyonnaise du Nord de l'Afrique (à Bône, mais depuis Tarare) est montée par trois dizaines de grands bourgeois de la région (dont des industriels y plaçant leurs liquidités) et est implantée en Algérie dans la région de Biskra, avec les vignobles de Mondovi depuis la fin des années 1890. La fièvre minière séduit des investisseurs : le Syndicat lyonnais d'exploration à Madagascar (1897) puis le Syndicat lyonnais de Madagascar (1907) parraine des mines d'or et de graphite. On le retrouve, avec l'agent de change Léon Boussand (1852-1932) fondateur du Syndicat lyonnais nord-africain (1907), à l'origine de la Compagnie des mines de Chabet-Kohol, en Algérie (1911), de la Société des mines de Chabet-Ballout (1926).

Un nouveau bloc de croissance amont-aval s'esquisse en Extrême-Orient, avec deux piliers : le Guangdong et le Tonkin et les régions chinoises voisines. Ainsi est montée en 1884 la Société des magasins généraux & des docks d'Haïphong, financée par des capitaux lyonnais pour 80 %. Pila anime en 1898 la fondation de la Compagnie lyonnaise indochinoise pour le développement de l'industrie & du commerce français au Tonkin & en Chine, les capitaux venant de Lyon (49 %) et de la région lyonnaise. La Société des ciments Portland artificiels de l'Indochine abrite des capitaux lyonnais (1899). Les agences lyonnaises des banques, tel le Comptoir national d'escompte de Paris (avec Pila au conseil d'administration en 1893) ou la Banque privée industrielle,

commerciale, coloniale Lyon-Marseille, créée en 1898, s'associe à ce mouvement d'expansion. Et la place lyonnaise se réjouit du chemin de fer reliant Haïphong au Yunnan à la Belle Époque.

Des désillusions surgissent parfois : l'économie de la soie en Indochine s'avère peu prometteuse. En 1906, la Compagnie lyonnaise indochinoise est liquidée et devient l'Union commerciale indochinoise, surtout conduite depuis Paris. Les espoirs mis dans l'essor du Yunnan sont déçus car le négoce ne réussit pas à diversifier les flux commerciaux de la Chine du Sud-Ouest. Enfin, indéniablement, c'est la place de Marseille qui, en dehors de la soie, fédère les communautés d'affaires du grand Sud-Est tournées vers la Chine et l'Indochine, en véritable « porte de l'Orient ».

### **Lyon et l'équipement des outre-mers**

Les grands chantiers du Maghreb séduisent très tôt les capitalistes de la région lyonnaise : ils contrôlent la Société immobilière nord-africaine (1899), qui aménage Ferryville à côté de Bizerte, tandis que la Société lyonnaise de constructions économiques de l'arsenal de Bizerte assume le projet public. Le solide groupe de matériels de robinetterie, plomberie et sanitaire Brossette s'implante en Afrique du Nord avec l'ouverture d'une succursale à Alger et Oran dès 1928 afin de tirer parti du développement de l'urbanisation ; en 1934-35, la « cité Brossette » de logements sociaux accueille des Algériens à Hussein-Dey, notamment des salariés de l'usine. Quand l'empire accélère la construction d'infrastructures dans les années 1950, Lyon participe à leur équipement. L'Entreprise de BTP Chemin crée des filiales en Afrique ; elle construit une centrale électrique près de Sidi-Bel-Abbès et les aéroports de Maison-Blanche à Alger et Dakar-Goff. Les Constructions métalliques & entreprises installent des conduites forcées sur des barrages en Guinée, en Centre-Afrique, à Madagascar ; des silos à l'usine Alucam au Cameroun.

Berliet participe au décollage des transports modernes en Afrique, avec une succursale à Alger dès 1912. Dans les années 1950, elle dispose de 35 concessionnaires en Algérie et fournit le matériel des transsahariens. Ses énormes *T100* (1957) équipent les bases de prospection des hydrocarbures dans le Sahara. Berliet-Afrique (1952) ouvre des centres de formation, des points de vente et d'entretien. Des camions de base résistants, des véhicules lourds de chantiers forestiers et de travaux publics. Peu d'entreprises d'importance participent à l'émergence d'une économie structurante au Maghreb. Berliet en est emblématique : elle s'associe aux projets de création d'une industrie de base en Algérie (avant même le Plan de Constantine de 1958) car elle décide d'installer à Rouïba (Bône) une usine de fabrication de camions où la marque détient 70 % du marché. Berliet-Algérie, née dès 1957, ouvre sa chaîne de montage en juin 1958. En 1962, 900 salariés y livrent 5 000 camions – avant l'algérianisation en 1970.

### **Des flux de travailleurs immigrés**

Une première vague d'immigration non européenne s'insère dans l'effort de guerre économique durant la Première Guerre mondiale. Des soldats mobilisés venus d'outre-mer sont affectés à l'industrie ou à des pôles logistiques. Les grosses usines d'armement en accueillent des milliers (Vénissieux, etc.), complétés par des Chinois.

De part et d'autre de la Seconde Guerre mondiale, des milliers de travailleurs viennent du Maghreb, sans leur famille la plupart du temps et souvent logés dans des logements insalubres (Croix-Rousse), des « garnis », des « hôtels meublés » (comme entre le cours de la Liberté, la rue Paul-Bert et la rue Moncey, à La Guillotière) et de quasi-« bidonvilles » dans certains recoins de banlieue. Ils sont déjà entre 5 et 6 000 dans le Rhône en 1926, au gré des cycles de croissance et de chômage, d'où leur renvoi outre-mer alors.

Ils sont de plus en plus nombreux après 1945 – d'où leur orientation vers le Centre d'hébergement de La Part-Dieu (1 600 à 2 000 lits) et les immeubles du parc social des HLM (habitations à loyer modéré) ou de la Sonacotra (qui gère des foyers). À part une minorité de travailleurs qualifiés, ils sont généralement embauchés comme manœuvres ou « ouvriers spécialisés » dans les usines lyonnaises de la métallurgie, de la chimie et des textiles artificiels (à Saint-Fons ou Décines), ou chez Berliet à Vénissieux, ainsi que sur les chantiers de BTP. On recense presque 20 000 Algériens en 1960. Des banlieues en logent de plus en plus, comme à Vaulx-en-Velin, Vénissieux, avec de vastes programmes d'immeubles sociaux dans les années 1970-1980.

Une sociabilité spécifique les réunit, autour de la place du Pont à La Guillotière en particulier : lieux de rencontres, deux douzaines de cafés arabes dans les années 1920 et une soixantaine en 1955, épiceries spécialisées, magasins d'habillement, cinémas avec des films en arabe (*Lux, Rex, Eden*), des fêtes (Aïd-el-Kébir), etc. Une musique maghrébine perce même à Lyon, avec ses différents styles régionaux, dont les disques portent témoignage dans les collections de Mémoires des musiques lyonnaises du Centre des musiques traditionnelles Rhône-Alpes (le *raï* originaire d'Oran, le *Chaâbi* algérois, Constantine et le *Malouf*, les chants berbères ou le *Staïfi* de Sétif) [[www.linflux.com/lyon-et-region/lyon/gones-chaabi-musique-algerienne-a-lyon/](http://www.linflux.com/lyon-et-region/lyon/gones-chaabi-musique-algerienne-a-lyon/)]. De leur côté, les femmes maghrébines (entre 500 et 1 300 Algériennes à Lyon en 1962) équilibrent vie de famille, sociabilité féminine, vie maternelle, parfois prostitution.

#### \* REFERENCES :

- Jean-Claude Baumont, « Une association de laïques catholiques : la congrégation de Lyon. Aspects et limites de son action lyonnaise », in *Mélanges offerts à M. le doyen André Latreille*, Lyon, Centre d'histoire du catholicisme, 1972, p. 511-532.
- Richard Drevet, « L'œuvre de la Propagation de la Foi et la propagande missionnaire au XIX<sup>e</sup> siècle », in Claude Prudhomme (dir.), *Une appropriation du monde. Mission et missions, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Publisud, 2004, p. 25-43.
- Claude Prudhomme, *Missions chrétiennes et colonisation (XV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Cerf, 2004.
- Philippe Delisle (dir.), *Missions chrétiennes et pouvoir colonial*, dossier, *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 2013/2, n° 380-381.
- Claude-Marie Échallier, *L'audace et la foi d'un apôtre, Augustin Planque, 1826-1907 : Cofondateur et premier supérieur général de la Société des missions africaines, fondateur des Sœurs de Notre-Dame des Apôtres*, Paris, Karthala, 1995.
- Patrick Gantly, *Histoire de la Société des missions africaines, 1856-1907*. Tome premier, 2009 ; tome second, *Des années 1890 à 1907*, Paris, Karthala, « Mémoire d'Églises », 2010.
- Oissila Saaidia & Laurick Zerbini (dir.), *Missions et Afrique. Hommage à l'historien Claude Prudhomme*, Paris, Karthala, 2015,
- Laurick Zerbini & Julien Bondaz, *Afrique en résonance. Collection du Musée Africain de Lyon*, Toulouse, Éditions Milan, « 5 Continents », 2014.
- Françoise Chappuis & Francis Macouin (dir.), *D'outre-mer et d'Orient mystique... Les itinéraires d'Émile Guimet*, Suilly-la-Tour, Findakly, « Patrimoine d'Orient », 2001.
- Odile Buttin, *La construction d'un grand musée de province au XIX<sup>e</sup> siècle. Le Musée Guimet de Lyon (1878-1888)*, Paris, École du Louvre, 1986.

- Patrice Morlat, *Indochine années vingt. Le balcon de la France sur le Pacifique. Une page d'histoire en Extrême-Orient*, Paris, Les Indes savantes, 2001.
- Jean-François Klein, « De la Compagnie lyonnaise indochinoise à l'Union commerciale indochinoise. Histoire d'une stratégie d'entreprises », *Les Cahiers d'histoire*, tome XL, 1995, n° 3-4, n° spécial *Lyon et l'Extrême-Orient*, p. 349-367.
- Jean-François Klein, « Une stratégie impériale. La Banque privée commerciale, industrielle, coloniale Lyon-Marseille et l'industrialisation de l'Annam et du Tonkin (1897-1902) », in Youssef Cassis (dir.), *Banque et industries*, Dijon, Presses universitaires de Bourgogne, 2013, p. 57-76.
- Pierre Cayez & Serge Chassagne, *Dictionnaire des patrons du Second Empire. Lyon et le Lyonnais*, Paris, Picard-Cénomane, 2007.
- Jean-François Klein, « Lyon, l'exception coloniale : Auguste Isaac défenseur de l'industrialisation indochinoise », in Hervé Joly, *Patronat, bourgeoisie, catholicisme et libéralisme. Autour du journal d'Auguste Isaac*, Lyon, LAHRHA, *Cahiers Pierre Léon*, 2004, n° 5, p. 91-108.
- Paul Niogret (1924-2012), *Descours & Cabaud, deux siècles d'aventure humaine*, Lyon, Éditions Gachet, 1996,
- Monique Chapelle, *Berliet*, Brest, Éditions Le Télégramme, 2005.
- Marc André, *Femmes dévoilées: des Algériennes en France à l'heure de la décolonisation*, Lyon, ENS Éditions, 2016.

## **Lyon III : Au lendemain de la décolonisation**

*Hubert Bonin*

Un aperçu des effets de la décolonisation sur la vie lyonnaise peut être esquissé, à la suite du rapatriement d'expatriés, de flux d'immigrés et en raison des enjeux mémoriels.

### **Les retombées de la Guerre d'Algérie**

Pendant la Guerre d'Algérie, Lyon se retrouve au cœur des tensions entre immigrés algériens, quand le Front de libération nationale (FLN) cherche à prendre le contrôle des quartiers les abritant (surtout La Guillotière et des banlieues), d'où des luttes avec le Mouvement national algérien (MNA). Entre mai 1957 et mai 1958, 64 immigrés trouvent la mort au cours d'attentats. Place Guichard, où se trouve la Bourse du Travail, Badri Badri possède le *Café des Sept Chemins* (au 69 rue Mazenod) qui est la place forte de « l'archipel messaliste » : il devient la cible du FLN (Front de libération nationale) et subit 17 attaques de 1957 à 1962. Le FLN sort vainqueur de cette mini-guerre civile, qui fait peut-être 4 000 victimes. Il se dote, dans le Rhône aussi, d'une organisation territorialisée appuyée sur les lieux d'habitation [<https://www.metropolitiques.eu/La-guerre-d-Algerie-a-Lyon-la.html>]. Une grande grève des travailleurs algériens est organisée à Lyon le 5 mai 1956. Les services policiers conduisent de leur côté une politique de surveillance, de collecte d'informations, de contrôles systématiques et de répression. Aussi des formes de racisme anti-arabe prennent-elles corps dans la population française de souche, qui nourrissent la cristallisation de stéréotypes durables.

Puis l'agglomération devient elle aussi un pôle d'accueil massif de rapatriés (près de 100 000), grâce à une politique accueillante de la Municipalité de Louis Pradel, avant qu'émerge un adjoint au maire influent Roger Fenech (venu de Tunisie en 1957 ; conseiller général, député, etc., entre 1971 et 1995). Les grands ensembles de la cité de La Duchère leur sont ainsi destinés : en 1965, un tiers de la population y est constitué de rapatriés. Le monument aux morts d'Oran y est en sus transféré.

La branche lyonnaise de l'ANFANOMA (Association des rapatriés d'Afrique du Nord & d'outre-mer et de leurs amis) est l'une des plus importantes du pays : les réseaux de sociabilité pieds-noirs deviennent denses et animés (presse, etc.), tandis qu'une part de la culture des expatriés en Afrique du Nord est peu ou prou entretenue pendant au moins une génération (mode de vie et de repas, etc.). Une enquête de « mémoire vivante » y est même conduite en 2002-2005, en liaison avec le Musée national d'histoire de l'immigration, afin de récolter des témoignages des survivants de ces années 1950-1970. Au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, une nouvelle génération d'immigrés issus des anciennes colonies vient fournir de la main-d'œuvre aux industries et services logistiques du département du Rhône et de ses voisins.

### **Des colonies aux outre-mers**

Banalement, le Rhône a accueilli des dizaines de milliers de migrants venus des outre-mers actuels. Une riche communauté de Réunionnais et d'Antillais (plus de 10 000) s'est ainsi constituée. Ils ont été rejoints par des immigrés venus de l'ancien

empire colonial, notamment dans la banlieue Est (Vaulx-en-Velin, Vénissieux, etc.) ou Sud (Givors, etc.). L'entrecroisement des cultures passées et actuelles y est donc évident ; nombre d'associations se consacrent ainsi à l'intégration civique et sociétale de ces communautés dans le Grand Lyon, mais aussi à la réciprocité dans les échanges culturels. Il ne faut pas négliger les pistes d'intégration et d'ascension sociales, les viviers associatifs, l'engagement sportif, d'où des joueurs immigrés à l'Olympique lyonnais, dans le football professionnel, ou l'ASVEL dans le basket.

*A contrario*, la crise structurelle que subit l'industrie à partir du milieu des années 1970, les restructurations des firmes, le laminage des effectifs, voire la disparition des usines débouchent sur une crise sociale qui englobe les populations d'origine ultramarine. Des tensions sociales surgissent, voire de mini-émeutes, comme à Vaulx-en-Velin ou Vénissieux-Les Minguettes en 1979-1980 : la banlieue lyonnaise rejoint « la crise des cités » destinée à se prolonger pendant des décennies.

### **Une mémoire lyonnaise de l'empire colonial**

La mémoire de l'époque coloniale peut être entretenue dans la vie courante quand on passe rue Bugeaud, un axe du quartier des Brotteaux, ou rue d'Algérie, un axe du quartier de La Guillotière, ou rue de Constantine, près de l'Hôtel de ville, axes dessinés dans les années 1840-1850. Le Musée des Beaux-Arts, avec des tableaux représentatifs de « l'exotisme » (Algérie : *Une rue à Alger*, par Jean Seignemartin en 1875 ; les îles Marquises : *Nave Nave Mahana*, par Gauguin, etc.) et le Musée des confluences, avec ses parcours présentant des « arts premiers », participent de l'acculturation présente. Une exposition emblématique et richement illustrée a été montée en 2007, *Le temps des colonies à Lyon*, grâce au travail de l'équipe de l'ACHAC (Association pour la connaissance de l'histoire de l'Afrique contemporaine).

Au-delà de la mémoire historique, les enjeux mémoriels et « post-coloniaux » placent Lyon au cœur des programmes de mise en valeur de la contribution des populations venues des outre-mers, coloniaux ou non, à l'histoire de la région, comme le prouve un ouvrage publié en sous l'égide institutionnelle des Régions, *Lyon, capitale des outre-mers. Immigration des Suds et culture coloniale en Rhône-Alpes et Auvergne*.

« Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Lyon a été une *Capitale des outre-mers* qui a rivalisé avec Bordeaux et Marseille et joué un rôle majeur dans l'entreprise coloniale ou en Extrême-Orient. Le temps des expositions coloniales et ethnographiques accompagne l'entrée dans le XX<sup>e</sup> siècle et inaugure un flux continu vers la Métropole. Cette présence est alors marquée par l'arrivée d'hommes et de femmes venus des quatre coins du monde : travailleurs et étudiants chinois, familles et réfugiés arméniens, soldats et étudiants d'Afrique Noire, militaires, travailleurs et militants du Maghreb, recrutés indo-chinois et rapatriés vietnamiens ou d'Algérie. Ce livre est aussi l'histoire d'un regard posé sur ces migrants qui sont aujourd'hui une composante essentielle de l'identité locale, mais il est aussi une sorte d'album de famille qui invite à un voyage dans la mémoire, car toutes les identités se croisent, tous les paradoxes prennent forme, tous les engagements s'affirment, tous les rêves s'annoncent dans ce récit, riche d'une histoire sans équivalent en Métropole. À travers des centaines d'images exceptionnelles et inédites rassemblées dans cet ouvrage, on a le sentiment que ces régions traversées par le Rhône, la Loire et l'Allier sont un espace unique ouvert sur les cultures du monde ». Lyon est ainsi partie prenante de la patrimonialisation des mémoires de l'immigration, avec par exemple, à la fin des années 2000, le programme de recherche *Traces en Rhône-Alpes-Forum régional des mémoires d'immigrés*.

Enfin, les universités lyonnaises, hier comme aujourd'hui, ainsi que l'École normale supérieure, comportent des noyaux de chercheurs et d'enseignants spécialisés dans l'histoire des outre-mers, tels Daniel Rivet, Gilbert Meynier, Claude Prudhomme, Philippe Delisle, Pierre Vial, Gilbert Boyer, Oissila Saaidia, Laurick Zerbini, qui ont fait soutenir beaucoup de mémoires et de thèses en histoire coloniale (Laurence De Cock, etc.). Des facultés traitent aussi l'histoire du droit colonial et l'évolution de la francophonie – comme à Lyon 3 : « Francophonie & études postcoloniales » pour les lettres. Un Institut international pour la francophonie étend son action également dans les pays issus de l'empire ; il a succédé en 2014 à l'Institut pour l'étude de la francophonie & de la mondialisation, créé en 2001.

\* REFERENCES :

- Geneviève Massard-Guilbaud, *Des Algériens à Lyon. De la Grande Guerre au Front populaire*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- Arthur Grosjean & Paul-Marie Atger, « La guerre des Algériens à Lyon et sa répression », in Béatrice Dubell, Arthur Grosjean & Marianne Thivend (dir.), *Récits d'engagements : des Lyonnais auprès des Algériens en guerre, 1954-1962*, Saint-Denis, Bouchène, 2012.
- Émilie Elongbil Ewane, « La guerre d'Algérie à Lyon : la bataille pour le contrôle de l'habitat », *Métropolitiques*, 22 février 2012.
- Marc André, « Les rapatriés d'Algérie et la presse. Le cas lyonnais », *Outre-mers. Revue d'histoire*, 2<sup>e</sup> semestre 2010, tome 97, n° 368-369, *Cinquante ans d'indépendances africaines* (Catherine Coquery-Vidrovitch & Hélène d'Almeida-Topor, dir.), p. 421-438.
- Léla Bencharif, Nicolas Bancel & Pascal Blanchard, *Lyon, capitale des outre-mers. Immigration des Suds et culture coloniale en Rhône-Alpes et Auvergne*, Paris, La Découverte, 2007.
- Virginie Linhart, « Des Minguettes à Vaulx-en-Velin : les réponses des pouvoirs publics aux violences urbaines », *Cultures & Conflits*, été 1992, n° 6, p. 91-111.
- Benjamin Vanderlick, « Patrimoine, mémoire et valorisation des lieux de l'immigration en Rhône-Alpes » (p. 16-22) ; Nadine Halitim-Dubois, « Lieux de mémoire de l'immigration et patrimonialisation en Rhône-Alpes » (p. 100-102), in *Faire mémoire. Traces des migrations en Rhône-Alpes*, dossier, *Écartés d'identité*, 2009, volume 115.
- *Jean Seignemartin, 1848-1875*, catalogue d'exposition, Lyon, Musée des beaux-arts, 1984.
- Laurick Zerbini, « Regards lyonnais sur l'Afrique Noire : musées et collections (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) », *Les Cahiers de l'École nationale du patrimoine*, 1999, n° 5, p. 79-93.